

Écrasés sous le rouleau compresseur des supermarchés

Désunis face à la suprématie des supermarchés, les petits paysans roumains risquent l'extinction. Depuis des années, les supermarchés s'implantent jusqu'à l'intérieur des marchés, phagocytant directement l'activité des petits producteurs indépendants de fruits et légumes. Désunis, ces derniers n'ont d'autre choix que de s'adapter aux standards des grandes chaînes pour espérer leur vendre leurs produits. Ceux qui n'ont pas les moyens de s'adapter risquent la paupérisation, voire l'extinction. Pendant ce temps-là, les supermarchés capitalisent sur une imagerie paysanne "authentique", locale et bio.

Laura-Maria Ilie et Florentin Cassonnet
Journalistes

Le marché d'Obor est cerné par différentes chaînes de supermarchés comme une proie est cernée par des prédateurs. Les supermarchés français Carrefour et Auchan, le belge Mega Image... Ils sont ostensiblement installés aux abords du plus grand marché alimentaire de Roumanie, situé à l'est de la capitale, Bucarest.

Steluța, 57 ans, se souvient de l'année où le Mall Veranda est sorti de terre juste à côté d'Obor, où elle vend ses fruits et légumes depuis 1990 : c'était en 2016. À l'intérieur de ce nouveau centre commercial, un hypermarché Carrefour de 10 000 m² qui lui fait directement concurrence. "On vend moins depuis, et on a dû baisser les prix", confie-t-elle sans afficher la moindre once de colère ou de rancune. "Les gens préfèrent aller là-bas parce qu'il fait chaud", ajoute Elena, 54 ans, qui tient un stand de fruits et légumes juste à côté d'elle. Chez les deux femmes, c'est le ton de la fatalité qui domine.

C'est vrai qu'il fait froid à l'intérieur du marché, même si les volets roulants qui entourent l'enceinte sont fermés, empêchant un vent humide et glacial de traverser le rez-de-chaussée de 4000 m² où sont installés environ 400 stands de fruits et légumes comme ceux de Steluța et Elena. Nous sommes dans le nouveau bâtiment du marché d'Obor, construit en 2010 pour prendre le relais de la vieille halle, plus charmante mais périssable. Les deux étages au-dessus sont plus chauds et confortables, avec une centaine de petits espaces commerciaux pour les fromagers, les bouchers et autres petits artisans de produits agro-alimentaires, mais aussi une pharmacie, des magasins de produits ménagers, etc. Dans l'ensemble, ce complexe commercial n'a pas grand-chose à envier au Mall Veranda et au Carrefour à côté. Mais au rez-de-chaussée, on a froid. Ça conserve peut-être les fruits et légumes, mais ça fatigue les hommes et

les femmes qui les vendent. Alors il faut rester actif.

Steluța est debout douze heures par jour, de 7 h à 19 h, principalement en position statique. Elle mange debout et ne quitte son stand que pour aller aux toilettes. "Nos jambes nous font tellement mal..." Son mari, son fils et sa belle-fille s'occupent de leur petit hectare de terre à Băleni, à 80 km de Bucarest, elle s'occupe de vendre les produits à Obor. Vendre ses fruits et légumes à Băleni serait plus difficile et moins profitable, beaucoup de familles rurales cultivant elles-mêmes un petit lopin de terre. Les citadins, non. Et à Bucarest, les prix sont plus élevés qu'en province.

Elle ne rentre chez elle qu'une fois par semaine, le samedi soir, et revient à Bucarest le mardi matin. La semaine, elle loue une chambre dans un appartement près d'Obor qu'elle partage avec une autre vendeuse de Băleni. "On ne peut pas rentrer

chez nous chaque soir, à cause du transport. Il vaut mieux payer 20 lei [4 euros] et dormir ici", explique Steluța. Après une dure journée de labeur, elles n'ont même pas le réconfort de retrouver leur famille. La journée, elles n'ont pas le plaisir de faire beaucoup d'argent. L'été est plus favorable, avec plus de produits, plus de clients, elles doivent certes rester debout douze heures par jour mais au moins il ne fait pas froid. Aujourd'hui, très peu de clients passent à leurs stands. À les voir, on a l'impression d'être face à une espèce en voie de disparition, celle des petits paysans pratiquant une agriculture de semi-subsistance¹, qui ne vendent pas assez pour investir, épargner ou cotiser pour leur retraite, qui devront travailler jusqu'à leur mort, à moins que leurs enfants aient les moyens de les prendre en charge.

Accepter son sort

"On n'a pas peur de la pauvreté", lance Cătălin. Avec lui, on comprend un peu mieux l'impression donnée par Elena et Steluța d'accepter leur sort sans broncher, de rester en dehors de la politique, hors de toute position de lutte. Cet homme robuste de 62 ans, faisant partie de la communauté rom, possède trois hectares et demi de terre à Covasna (à 250 km de Bucarest) et vend ses patates, carottes, oignons, maïs... depuis 22 ans au marché de Drumul Taberei, situé de l'autre côté de Bucarest, à l'ouest.

La Roumanie est le pays le plus rural d'Europe, 46 % des 20 millions d'habitants vivent encore à la campagne.

1. On définit généralement les exploitations de semi-subsistance et de subsistance comme de petites exploitations agricoles familiales qui satisfont leurs propres besoins alimentaires et qui sont faiblement intégrées au marché.

"Quand Dieu le veut, on a 60 tonnes par hectare. Quand la météo est mauvaise, on n'en a que 20. Si les marchés ne sont plus ouverts que le week-end comme en France ou en Grande-Bretagne, on élèvera un peu plus d'animaux, on ne mourra pas de faim. Je suis né pauvre, je mourrai pauvre." Son travail agricole en prise directe avec les éléments plus qu'avec les autorités de l'État, quasi absentes, sa foi en Dieu (partagée par la grande majorité des Roumains), son autosuffisance alimentaire et le fait d'être son propre patron lui offrent une certaine indépendance. L'aide de ses six enfants, aux champs à Covasna ou depuis l'étranger pour quatre d'entre eux qui lui envoient un peu d'argent, renforce une autarcie dont il se montre fier et qui semble dire : on n'a besoin de personne, on se débrouille seuls.

Mais au fil de l'entretien, on comprend que les années sont de plus en plus dures. "Il y a dix ans, je vendais cinq tonnes de patates par semaine. Depuis que les supermarchés sont apparus, il me faut deux mois pour vendre les mêmes cinq tonnes", explique-t-il. Au marché de Drumul Taberei aussi un supermarché de la chaîne Mega Image est venu s'implanter. Et pas aux abords, en plein milieu. Cătălin évoque aussi les changements d'habitudes. "Avant, les gens s'approvisionnaient en grosses quantités. Maintenant ils prennent trois pommes de terre, un céleri, deux carottes, juste ce qu'il faut pour une soupe. Et les jeunes ne viennent pas au marché, ce sont surtout les vieux." Avant, il vendait toute sa production ici. Ce n'est plus possible. Pour survivre, il a dû diversifier : vendre dans sa région et à des grossistes qui vont faire les marchés à Brașov, mais moins cher qu'à Bucarest. Pourquoi ne pas vendre aux supermarchés ? "Il faut avoir plus de terrain et des moyens de stockage pour pouvoir fournir une quantité suffisante et constante chaque mois." À côté de ça, comme la plupart des petits paysans, il n'a aucune protection, pas de chômage ni de véritable retraite, et aura seulement droit à la pension minimum (700 lei/140 euros).

"Les plus petits vont disparaître"

Retour à Obor. À quelques dizaines de mètres de Steluța et Elena, Mihai (47 ans) et Roxana (45 ans) s'en sortent un peu mieux. Ce couple venant de Văleni, à 130 km de Bucarest, a acquis assez de terre pour sortir de l'agriculture de subsistance et se développer. Avec leurs cinq hectares, ils produisent entre 150 et 200 tonnes par an de pommes, de poires, de prunes et de patates.

Ils vendent à Obor depuis 1995, mais ils vendent également à un grossiste, à un prix au kilo moins élevé.

Ils ont une certaine auto-suffisance avec une vache, des cochons, des poules pour leur consommation personnelle, en plus de leurs fruits et légumes. Mais ils se montrent beaucoup plus critiques face au système que nos précédents interlocuteurs. "Depuis que les supermarchés sont arrivés, les ventes ont chuté et les producteurs souffrent. Les plus petits vont disparaître. Le marché est saturé par les produits d'importation, il n'y a plus de place pour les producteurs locaux. Petit à petit, les grandes chaînes veulent nous faire disparaître", dénonce Mihai. "Il y a une concurrence déloyale avec les produits venant de l'extérieur parce qu'on n'a aucune subvention. Pour cinq hectares, j'ai reçu cette année 500 euros de subventions de l'APIA [l'Agence de paiement et d'intervention pour l'agriculture]. Et j'ai payé 6000 euros de taxe à l'État."

Pour régler le problème de cette "concurrence déloyale" avec l'extérieur, une loi avait été adoptée en 2016 pour obliger les hypermarchés à avoir au moins 50 % de produits locaux dans leurs rayons. L'Association des grands réseaux commerciaux de Roumanie (AMCRC) avait immédiatement saisi la Commission européenne, arguant que cette loi mettait en place des conditions déloyales, que le marché devait rester libre, qu'on ne pouvait pas imposer une certaine quantité de produits d'un certain pays. L'Union européenne lui a donné raison. Depuis, la loi est bloquée, sans que le Parlement roumain se risque à nouveau à légiférer sur la question. "Les réglementations européennes sur la sécurité alimentaire ont percuté de plein fouet les pratiques traditionnelles de production agricole de pays comme la Roumanie", explique l'anthropologue Monica Stroe. "Leur transcription dans les législations nationales a poussé en dehors du marché un large segment des petits producteurs pratiquant une agriculture de semi-subsistance."

Cette année, Mihai et Roxana sont en train de détruire une de leurs plantations qui date de 2001-2002 pour la transformer en plantation moderne afin de pouvoir exploiter de façon mécanisée. "Si tu ne mécanises pas, tu es en déficit de force de travail", explique Mihai. À l'heure où des dizaines de milliers de Roumains partent chaque année vers l'Europe de l'Ouest pour s'occuper du travail agricole des pays plus riches, il y a un cruel manque de main-d'œuvre dans les champs en Roumanie. Or, certaines parties du travail ne peuvent pas être mécanisées. Ils arrivent tant bien que mal à trouver de

la main-d'œuvre, mais ce sont eux qui s'occupent de la majeure partie du travail dans les champs, avec l'aide de leur fils, actuellement en étude d'agronomie. Ils espèrent qu'il reprendra le flambeau. Ils travaillent huit mois dans les champs, quatre mois au marché. Le temps est compté, les pommes doivent être vendues d'ici au printemps car ils ne peuvent pas être aux deux endroits à la fois. Ici, eux aussi sont debout douze heures par jour. Mihai n'a pas de problème de dos, il travaille depuis ses 14 ans, "le corps s'est adapté", assure-t-il. Mais Roxana souffre d'une hernie discale. Il y a quelques années, elle a voulu qu'ils arrêtent l'agriculture, qu'ils fassent autre chose. Ils se sont disputés. "On a investi, on ne peut pas s'arrêter", explique Mihai. "On a acheté du terrain, des outils, des machines, un entrepôt, 40 % avec nos fonds, 60 % avec des fonds européens. Là on récupère ce qu'on a investi, et notre profit, ce sera pour réinvestir. Il faut se développer pour pouvoir faire face à la compétition extérieure. Autrement, on disparaît."

Chacun pour sa peau

Mihai et Roxana se sentent laissés à eux-mêmes. "Le système ne nous aide pas. Aux élections locales [de septembre 2020], les candidats nous ont promis une station anti-grêle. Mais une fois élus, ils n'ont rien fait. Les autorités ne s'impliquent pas, elles nous mettent même des bâtons dans les roues. Parfois, on a l'impression qu'elles cherchent à détruire les petits producteurs locaux." Ce laisser-faire des autorités est-il le fruit de leur incapacité institutionnelle ou la marque d'une stratégie non avouée de modernisation de l'agriculture roumaine en accélérant la disparition des plus petits et des plus faibles? Pour Mihai, "d'autres intérêts" l'emportent sur ceux des petits paysans: "ceux des gouvernants, des multinationales, des supermarchés..." Face aux géants agro-alimentaires, les petits paysans pèsent financièrement bien peu. Mais ils sont très nombreux. La Roumanie est le pays le plus rural d'Europe, 46 % des

20 millions d'habitants vivent encore à la campagne. Selon Eurostat, en 2018, 23 % des Roumains travaillaient dans le secteur agricole, loin devant la Bulgarie, la Grèce et la Pologne. Un chiffre qui comprend les fermiers, les travailleurs informels, les journaliers, les petits, moyens et grands exploitants. Parmi eux, les petits producteurs de fruits et légumes se comptent au moins par dizaines de milliers.

Mais quand on leur demande quels syndicats défendent leurs droits, on obtient difficilement une réponse. Elena ne savait même pas ce qu'était un syndicat, il a fallu le lui expliquer. "Il y a eu une tentative de créer une association pour s'organiser il y a dix ans, mais ça a échoué parce qu'on n'a pas réussi à trouver un dénominateur commun. C'est chacun pour sa peau", admet Andrei,

↳ De nombreuses personnes en âge d'être à la retraite continuent à travailler dans des conditions très dures. Photo: © Florentin Cassonnet



36 ans, producteur de patates et de choux dans le village de Lungulețu. "Il y a trop de différences entre les producteurs, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne", explique Ionuț, 24 ans, lui aussi producteur à Lungulețu. "On est traité différemment selon son niveau, sa richesse, son nombre d'hectares... J'exploite 7 hectares, un autre en exploite 30, un autre 50, un autre 2 hectares, certains sont à la fois producteurs et intermédiaires, d'autres seulement producteurs, certains ont six tracteurs, d'autres n'en ont qu'un..."

Une composante importante du métier participe à cet individualisme : le frisson du coup de poker. "Il y a de très bonnes années où on peut gagner beaucoup d'argent, on y prend goût", explique Ionuț. "Tu investis et tu ne sais pas combien de profit tu feras. Tu peux gagner cinq-six fois ta mise, ou tout perdre, c'est comme au casino. Ensuite, tu vas de ville en ville avec ton camion rempli de tes produits. Tu appelles les négociants pour t'informer des prix sur place et tu vas là où les prix sont les plus élevés. Tu peux vendre tes produits en trois heures, en deux jours ou une semaine. Il n'y a aucune sécurité, c'est la loterie. On marche à l'espoir."

↳ Le centre commercial Veranda, avec Carrefour, s'est implanté en 2016 juste à côté du marché d'Obor, il suffit de traverser la rue.
Photo : © Florentin Cassonnet

La majorité des petits producteurs utilisent des substances toxiques sans avoir les connaissances pour les utiliser correctement, en se protégeant.

Besoin de cotisations mensuelles

Ștefan Nicolae l'admet : il y a une certaine mentalité individualiste au sein des petits producteurs, ils pensent qu'ils peuvent se débrouiller seuls. Mais le président d'Agrotar, la Fédération nationale des syndicats agricoles, voit surtout des explications structurelles à l'absence d'organisation défendant les droits de ces paysans. "Une organisation syndicale a besoin d'un vrai budget, donc d'une cotisation mensuelle, ce qui est compliqué avec les petits producteurs à cause de leurs faibles revenus. Or, sans soutien financier, vous ne pouvez pas développer une organisation qui reste active sur le long terme avec un président, des experts pour régler les problèmes économiques, sociaux ou juridiques, et des services professionnels pour les membres." Des organisations ont été créées, elles ont fonctionné pendant un court moment autour de revendications particulières avant d'entrer en hibernation.

Pourtant, il y a un grand besoin d'organisation. D'abord parce que les conditions de travail sont problématiques. "La majorité des petits producteurs utilise des substances toxiques sans avoir les connaissances pour les utiliser correctement, en se protégeant." Nombre d'entre eux tombent malades à un certain âge. "Ils auraient besoin d'une visite médicale de temps en temps et d'une protection du travail, parce qu'ils travaillent aussi avec toutes sortes de nouveaux outillages agricoles sans toujours savoir bien les utiliser." Cela cause des accidents.

Ensuite, pour faire face au monopole des supermarchés. "C'est un combat inégal contre des colosses économiques. Malheureusement on n'a pas la capacité de les combattre car nous n'avons pas la production suffisante pour répondre à la demande étendue comme hiver, d'où les importations de produits étrangers, et nous ne sommes pas organisés." Pour Ștefan Nicolae, "les supermarchés sont devenus des dieux". Ils décident de toutes les conditions et à qui ils achètent. "Vous êtes obligés de vendre à un très mauvais prix à travers des intermédiaires ou d'aller au marché où vous passez douze heures par jour dans le froid pour vendre votre marchandise. Mais c'est de notre faute, les producteurs, parce qu'on n'a pas compris que pour combattre ce monopole et avoir un pouvoir de négociation, il faut d'abord s'organiser."

Cynisme marketing ?

Alors que les paysans perdent chaque année un peu plus de terrain face aux grandes chaînes de supermarchés, ces dernières multiplient les initiatives pour faire entrer les fruits et légumes des petits producteurs locaux dans leurs rayons : Mega Image a lancé son label Gusturi românești, Carrefour travaille avec Cooperativa agricola et Crestem Romania Bio, Lidl et Kaufland ont eux aussi commencé à mettre en avant les petits producteurs locaux dans leurs rayons...





↑ Roxana et Mihai sont en prise directe avec l'implacable loi du marché: ceux qui ne s'adaptent pas à temps disparaîtront.
Photo: © Florentin Cassonnet

En utilisant l'imagerie paysanne, l'industrie agro-alimentaire essaie de se fabriquer une image à laquelle on peut s'identifier.

Se sont-ils réveillés après avoir découvert que leur stratégie agressive face aux marchés traditionnels avait asséché un tissu social déjà pauvre ou s'agit-il d'une nouvelle stratégie marketing en forme de *greenwashing*, visant à capitaliser sur une imagerie paysanne "authentique", locale et bio? "Aujourd'hui, avec les nombreux scandales sanitaires qui ont eu lieu en Europe, les consommateurs sont de plus en plus préoccupés par la traçabilité des produits et les circuits courts", analyse l'anthropologue Monica Stroe. "En utilisant l'imagerie paysanne, l'industrie agro-alimentaire, par essence multinationale et sans visage, essaie de se fabriquer une image à laquelle on peut s'identifier, à la fois plus locale et digne de confiance."

Mais "c'est très dur pour les producteurs comme nous de faire entrer leurs produits dans les supermarchés", explique Mihai, qui, avec ses cinq hectares, est pourtant bien mieux placé que les Steluța, Elena et autres Cătălin. "Il faut trier les produits, les laver, les emballer avec un emballage spécial qui coûte cher, les transporter... S'ils trouvent deux-trois pommes avec un petit défaut dans une cargaison, ils renvoient l'ensemble. Il faut aussi remplir beaucoup de paperasse et répondre à de nombreux contrôles pour avoir l'agrément. Et comme la plupart d'entre nous n'avons

pas de quoi fournir la même quantité de produits toute l'année, il faut passer par un intermédiaire." De fait, les conditions imposées aux producteurs locaux par les chaînes de supermarché, conditions qui découlent des réglementations européennes, sont hors d'atteinte pour une grande partie des petits paysans.

Mais ça reste l'objectif, comme si c'était le seul horizon. Aux petits producteurs de s'adapter aux supermarchés. Pour ceux qui le peuvent. "La production ira de mieux en mieux, on a beaucoup de fertilisants, toutes sortes de technologies qui nous aident, mais ça devient de plus en plus cher d'investir, avec de moins en moins de place pour faire du profit si on n'a pas une taille critique", prédit Andrei. Sa stratégie: louer d'autres terres en plus de ses six hectares pour augmenter sa production et espérer vendre au label Gusturi românești de Mega Image. Ionuț veut lui aussi investir pour se mettre à niveau et vendre aux supermarchés sans avoir à passer par un intermédiaire. "J'ai vu comment on fait, comment ça marche, comment tu transportes, comment tu prépares. J'ai le terrain, tout ce dont j'ai besoin c'est un entrepôt et un contrat." Et si ce nouveau coup de poker ne marche pas? Il sourit, il est optimiste. "On peut vivre riche, pauvre, peu importe." ●